

Bayrou veut enchaîner les syndicats à sa politique anti-sociale ! Pour la FNEC FP-FO : c'est NON !

Montreuil, le 15 janvier 2025

Mardi 14 janvier, François Bayrou a annoncé dans son discours de politique générale la poursuite et l'aggravation de la politique engagée par le président Macron, minoritaire et massivement rejetée.

Retraites : Bayrou a annoncé qu'il chargerait les organisations syndicales de se réunir en «conclave» pendant 3 mois pour trouver des « un accord d'équilibre » sur le financement des retraites à partir d'un état des lieux produit prochainement par la Cour des comptes.

Les salariés n'ont rien à gagner dans cette farce, ou plutôt ils ont tout à y perdre : il s'agit d'associer les organisations syndicales soit à la préservation de la réforme Macron-Borne qu'elles ont combattue pendant des mois aux côtés de la majorité des Français et qui a été imposée par le 49-3, soit à l'instauration d'une réforme systémique néfaste (réforme par points comme celle rejetée en 2020, ou par capitalisation).

L'heure est bien toujours au contraire de continuer à combattre pour l'abrogation !

Non au « conclave » de Bayrou !

Mais Bayrou cherche à nous enfumer également sur l'Ecole, sa « priorité ». Pour justifier les suppressions de postes, il explique : « *on n'arrive pas à recruter* » ! De qui se moque-t-il ? N'est-ce pas largement dû au gel du point d'indice décidé par Macron et aux contre-réformes successives ? Il annonce la création de 2000 postes d'AESH, mesure déjà prévue par le gouvernement Barnier, ... AESH qu'il ne parviendra pas à recruter car elles sont sans statut et sous-payées.

Et bien évidemment, aucune remise en cause des mesures rejetées et qui continuent à s'appliquer : Parcoursup, « choc des savoirs », réforme de la voie professionnelle, acte 2 de l'Ecole inclusive...

Pour ce gouvernement, qui s'apprête à faire voter un **budget d'austérité pire que celui de Barnier** (50 milliards d'euros de coupes), il s'agit bien d'amplifier l'offensive contre les droits des salariés, contre les services publics. Pas question pour lui de toucher aux aides publiques ou aux exonérations de cotisations sociales qui permettent aux grands patrons et aux actionnaires de continuer à se « rincer. »

Et le premier ministre prétend plaider pour la « stabilité » ? Avec cette politique ? Celle qui a conduit à la catastrophe en cours à Mayotte ? A la ruine de l'Ecole et de l'hôpital ? Aux décès en série dans les services d'urgences ? La stabilité ? Avec les milliards pour la course à la guerre ? Avec le soutien au génocide en cours à Gaza ?

Il n'y a rien à négocier avec ce gouvernement ! L'heure est à la préparation du rapport de force pour la satisfaction des revendications.

Nous gagnerons par la mobilisation et parce que les salariés n'accepteront jamais ces pseudo-négociations !